

sur les quais à Montréal, ne coûtait que \$8.00 ou au plus \$9.00 la tonne; mais ici, dans la capitale, elle se vend \$17.00. D'où vient cet écart entre les prix de Montréal et ceux d'Ottawa? Je demande à mon très honorable ami (le très honorable M. Meighen), dont la merveilleuse habileté est reconnue de tous, de faire tout en son pouvoir pour décider le ministère du Travail à instituer immédiatement des enquêtes minutieuses à ce sujet, afin de dissiper ou de confirmer les soupçons que le public est victime d'une coalition. Je ne dis pas qu'une telle coalition existe. Je n'en ai aucune preuve; mais c'est ce qu'on répète en ville comme dans les foyers. Rappelez-vous que les émeutes, voire les révolutions, sont engendrées dans la méfiance.

Quant au chômage, je dis que c'est la suprême question du jour. Ne perdons pas cela de vue. Une grande Conférence s'est réunie à Ottawa, cet été. Le Canada y fit son devoir d'une façon magnifique. Les délégués furent reçus royalement, et à bon droit, car n'étaient-ils pas nos hôtes? Mais ne nous faisons pas d'illusion en pensant que les accords qui y furent conclus, constituent la question suprême au Canada aujourd'hui. Non. Il n'y a qu'un mal auquel le Gouvernement est supposé trouver un remède, et ce mal est celui du chômage, et de la situation malheureuse qui en découle. Mon très honorable ami dira, et je crois qu'il y pense en ce moment même, que cette entente fut conclue en vue de rendre de nouveau le Canada prospère. Eh bien, qu'il me soit permis de ne pas être d'accord avec lui à ce sujet. A l'exemple du vieux Caton qui répétait sans cesse: "Delenda est Carthago", je ne cesse de répéter "Delenda est adversitas". Voilà le plus grand devoir du Gouvernement.

Quant à la tarification pour l'avenir, laissez-moi déclarer en toute sincérité à mon très honorable ami (le très honorable M. Meighen) et à tous mes collègues du Sénat, que j'ai été formé à une école qui enseigne que le nom du Canada est écrit en gros caractères sur la carte du monde. Le tarif canadien devrait donc être l'œuvre du Canada, et non des divers Dominions qui forment l'Empire britannique.

Quand la Conférence fut convoquée, je lus dans les journaux anglais que, très souvent, une réunion de famille signifie une querelle de famille. A la fin de la Conférence, M. Baldwin, en qui tout le monde a confiance parce qu'il est un grand homme d'Etat, a laissé sous-entendre qu'il y avait eu des querelles et du grabuge, mais que, par bonheur, tout avait bien fini. Les réunions de famille dégénèrent en querelles de famille surtout lorsque l'intérêt matériel est en jeu. Comment pouvez-vous vous attendre à ce que la Rhodésie, le Sud-Africain, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le

Canada et la Grande-Bretagne, pour ne pas mentionner l'Irlande, demeurent d'accord éternellement, ou même pendant nombre d'années, sur les questions d'un tarif commun. Comment voulez-vous que ces pays restent longtemps d'accord sur ces questions compliquées de tarif, lorsqu'on sait que ces contrées sont libres et indépendantes, influencées par différents climats, et ont en jeu des intérêts fort divergents.

Les préférences accordées à ses colonies par la Grande-Bretagne sont aussi vieilles que les collines; mais l'histoire nous donne une leçon que nous ne devrions pas oublier. Au milieu du siècle dernier, disons de 1825 à 1849, alors que le Canada était une colonie, une grande et ancienne colonie, nos ancêtres reçurent de la Grande-Bretagne des préférences sur les grains, la farine, le bois et la viande. C'est à cette époque que la vieille ville de Québec devint si renommée pour ses radeaux de bois. Ceux qui passent de jour devant la cité de Québec peuvent voir les nombreuses anses où venaient mouiller, après avoir descendu le Saint-Laurent, ces radeaux formés sur la rivière Ottawa et ailleurs au Canada. Ces troncs d'arbres étaient exportés en Angleterre et dans les autres parties de l'Empire qui bénéficiaient des préférences que nous accordait Albion. Si vous passez par les vieux villages échelonnés le long du Saint-Laurent, comme l'Assomption, vous pourrez encore voir les grands entrepôts aux contrevents de fer où s'entassaient le grain et la farine, et d'où, le printemps venu, à l'ouverture de la navigation, on les exportait en Angleterre en vertu des préférences alors existantes. Nos canaux furent creusés pendant cette période et plusieurs citoyens des Etats-Unis traversèrent la frontière et s'établirent au Canada, spécialement dans le district d'Ottawa, dans l'espoir de profiter des préférences. C'est alors que le Canada connut le danger que comporte une telle politique préférentielle. Sans aucun avis, le chef du parti alors au pouvoir en Angleterre, et pourtant favorable à ces préférences, ému par la situation lamentable qui existait dans les campagnes et dans les villes industrielles de ce pays, décida de faire volte-face et changea une politique de protection en une politique libre-échangiste, politique qui, pendant plus d'un siècle, avait rempli le trésor de la Grande-Bretagne et avait fait d'elle la nation la plus prospère du monde. Sir Robert Peel devint un libéral et un libre-échangiste. Qu'arriva-t-il au Canada? Les gens qui s'étaient établis ici, les hommes d'affaires, les agriculteurs, les meuniers, qui tout confiants en la préférence britannique avaient investi leur capitaux au Canada, protestèrent hautement. Permettez-moi de référer mon très honorable ami aux documents publiés, il